

LES SCISSIONS SYNDICALES

par Georges VIDALENC (1885-1967)

Ancien Directeur du *Centre d'éducation ouvrière* (C.E.O.)
de la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière* (C.G.T.-F.O.)

document publié en 1966
dans la revue de la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière* (C.G.T.-F.O.)

LA TROISIÈME SCISSION SYNDICALE...

La réunification syndicale effectuée dans la clandestinité et la résistance, fut saluée et ratifiée avec enthousiasme par la très grande majorité des travailleurs après la libération. Le syndicalisme connut alors une période de grande activité, de succès réels, mais qui comportait beaucoup d'illusions et ne fut pas exempt de difficultés.

Certes, le recrutement des adhérents est alors facile: la quatrième République se veut «*sociale*», la *Charte du Travail* a été annulée, le syndicalisme est reconnu comme une des forces vives de la Nation, il a sa place dans les *Conseils du Gouvernement* ou a côté d'eux, et beaucoup de témoins et d'hésitants qui avaient jusqu'alors réservé leur adhésion se hâtent de courir au secours de la victoire.

Très rapidement, les effectifs de 1936 seront atteints et dépassés et on comptera près de 6 millions d'adhérents lors du Congrès confédéral de 1946.

La colonisation communiste

Toutefois, et malgré les précautions prises, on se retrouvait en 1945 en face des mêmes problèmes qu'en 1935: une réunification de fait, mais aucune union dans les esprits. Les dures leçons de la guerre et de l'occupation furent vite oubliées, la camaraderie des luttes clandestines ne fut bientôt qu'un souvenir et les éléments communistes montrèrent une fois de plus qu'ils se souciaient assez peu des promesses faites comme des engagements pris et que leur unique objectif était de servir par tous les moyens et en toutes circonstances les intérêts du parti communiste et de l'U.R.S.S. Avec un dynamisme incontestable, une activité de tous les instants leurs militants dont on ne saurait contester le dévouement, se remirent à procéder à ce noyautage, à cette colonisation qu'ils avaient déjà pratiquée en 1937-1938.

Mêmes procédés démagogiques pour gagner les masses mal informées et peu éduquées, mêmes surenchères perpétuelles, même agitation systématique, même conquête méthodique des postes de responsables et des leviers de commande en éliminant au besoin par le mensonge et la calomnie, les militants qui ne voulaient être que syndicalistes, mêmes manœuvres pour associer constamment les mots d'ordre politique et les revendications économiques et sociales.

Beaucoup de militants de base mal informés des conditions de l'organisation et des luttes syndicales, n'y entendaient pas malice et votaient avec enthousiasme, et à main levée naturellement, des ordres du jour dont ils mesuraient mal la portée. Dans l'euphorie du *Gouvernement tripartite*, alors que le parti communiste prenait plusieurs de ses membres dont deux syndicalistes notoires, Ambroise Croizat et Marcel Paul, les éléments communistes soutenaient les mots d'ordre officiels.

«*Tous au travail - Il faut retrousser ses manches - Produire d'abord, revendiquer ensuite - La grève est*

la dernière arme des trusts», etc..., et d'autres slogans qui témoignent de leur souplesse d'esprit et de leur mépris profond des masses qu'ils prétendent servir.

La C.G.T. reconstituée aura à sa tête en mai 1945 un bureau de 13 membres: Bothereau, Buisson, Deniau, Gazier, Neumeyer, Saillant et Jouhaux (revenu d'Allemagne où il avait été déporté) qui représentent la tendance syndicale, et Frachon, Racamond, Le Brun, Monmousseau, Henri Raynaud et Tollet, qui représentent les communistes. En apparence, ceux-ci n'ont pas la moitié des sièges, mais en fait Saillant leur est tout acquis et en outre, grâce à leur conquête de nombreux secrétariats d'U.D. et de Fédérations. ils disposent d'une influence plus considérable dans la *Commission administrative* et le C.C.N. et pèsent lourdement sur leurs décisions notamment en ce qui concerne les problèmes internationaux, qui sont nombreux au lendemain de l'Armistice.

Le Congrès confédéral

Le manque d'unité réelle apparaît nettement au Congrès confédéral de 1946. Sans doute, on présente comme un magnifique succès le chiffre de 6 millions d'adhérents, mais ce Congrès n'a déjà plus l'aspect des congrès ouvriers habituels et c'est un véritable congrès politique où les tendances cristallisées manœuvrent sans vergogne dans les coulisses. Par ailleurs, décorations spectaculaires et tendancieuses, slogans de propagande, orchestration des interventions, salves d'applaudissements et ovations délirantes pour les bien-pensants, silence réprobateur ou «*huées*» pour les non conformistes. Tout cela fait comprendre que l'unité n'est pas l'union, que la camaraderie syndicale n'est plus qu'un vain mot et que les non conformistes seront désormais traités en ennemis.

Le Congrès est en fait un triomphe des communistes qui disposeront de 20 sièges sur 35 à la *Commission administrative* et de 7 sièges sur 13 au Bureau: Frachon, Marie Couette, Le Brun, Monmousseau, Racamond, Raynaud et Tollet, en face de Jouhaux, Bothereau, Bouzanquet, Delamarre, Neumeyer et Saillant, Jouhaux et Frachon se partagent le secrétariat général.

On peut donc dire que désormais, les syndicalistes purs ne sont plus qu'une minorité et qu'ils seront prisonniers d'une tendance majoritaire: à maintes reprises, pour ne pas rompre l'unité syndicale, ils seront obligés de s'associer à des résolutions et mesures qu'ils condamnaient et qu'ils avaient combattues.

En décembre 1945, le journal clandestin des syndicalistes: «*Résistance ouvrière*», était devenu «*Force ouvrière*» et il s'efforça de regrouper tous les syndicalistes libres pour lutter contre la colonisation communiste et les mots d'ordre du Parti, pour rendre à l'organisation ouvrière son indépendance d'action.

Ceux qui ont vécu cette période se souviennent de l'atmosphère de malaise qui pesait sur toutes les réunions syndicales. La violence et la mauvaise foi dans les polémiques avaient remplacé l'unanimité chaleureuse de la Libération, une discipline totalitaire s'instaurait dans les groupes où les communistes et leurs sympathisants avaient la majorité et déjà on pouvait enregistrer de nombreuses défections. Suivant l'ironique formule de Lénine, nombre de syndicalistes, dégoûtés de ce totalitarisme, «*votaient avec leurs pieds*», c'est-à-dire qu'ils abandonnaient le syndicat, les uns cessant d'appartenir à toute organisation, les autres constituant des groupements autonomes ou indépendants, fâcheux retour parfois à un corporatisme que l'on croyait révolu: *Confédération Nationale du Travail* ou sections autonomes des P.T.T., des Chemins de Fer, etc...

Par ailleurs, mal satisfaits du blocage des salaires tandis que le prix de la vie augmentait constamment, les travailleurs de base déclenchaient des grèves que condamnaient le *Gouvernement tripartite* et la majorité confédérale: rotativistes en janvier 1946; P.T.T. en juillet 1946; métallurgistes de Renault en mai 1947. On sait que cette dernière grève provoqua l'élimination des ministres communistes du gouvernement Ramadier.

Le drame confédéral

C'est ce conflit de tendances, cette opposition fondamentale quant à la conception du syndicalisme et de son action que Robert Bothereau évoquait quand il écrivait fin 1947 une série d'articles sous le titre de: «*Le drame confédéral*». Il dénonçait les étranges méthodes des communistes et de leurs amis, leur dessein de faire servir la classe ouvrière organisée les seuls intérêts du Parti, le manque de véritable démocratie qui régnait déjà sur tout ce que cela avait de contraire aux statuts confédéraux comme à la tradition syndicale française, il montrait que de telles manœuvres mettaient en danger l'unité syndicale.

Au surplus, les communistes et leurs amis n'avaient plus à se gêner. Éliminés du gouvernement et n'en ayant plus les responsabilités, ils avaient beau jeu de pratiquer leur politique de surenchère démagogique; il

n'étaient plus questions de condamner les grève, mais au contraire de les multiplier, et certes le mécontentement ouvrier était amplement justifié par les conditions de salaires et de travail. C'est le moment, en particulier au C.C.N. de novembre 1947, où Frachon propose une vaste consultation dans toutes les entreprises, de tous les travailleurs, même non syndiqués, pour déterminer les revendications et la ligne de conduite.

C'est le moment aussi où le plan Marshall vient en discussion et où les éléments communistes le rejettent et l'on peut voir qu'une minorité strictement syndicale et soucieuse des intérêts des seuls salariés, désormais prisonnière d'une minorité dévouée aux seuls intérêts d'un parti, est obligée de se conformer à des mesures qu'elle réprouve et juge dangereuses.

C'est alors qu'éclatent les «grèves Molotov» de la fin de 1947, dans les mines du Nord, puis dans les chemins de fer et les P.T.T., chez les travailleurs du Gaz et de l'Électricité, au cours desquelles les communistes créent ce curieux *Conseil National de Grève*, groupant 20 Fédérations soigneusement noyautées et dépossédant en fait l'organisation confédérale au profit d'une masse où des inorganisés faciles à manœuvrer avaient large place.

Le conflit était déclaré au sein de la C.G.T. où l'opposition devenait chaque jour plus vive, mais la plupart des militants responsables souhaitaient encore éviter la scission et pensaient pouvoir opérer de l'intérieur les redressements indispensables, les militants de base et les simples syndiqués avaient perdu patience comme ils avaient depuis longtemps perdu toute confiance dans les solutions communistes pour l'amélioration de leur sort. Lassés d'être brimés, calomniés, injuriés, brutalisés même quand ils n'obéissaient pas au doigt et à l'œil, quand ils se permettaient le moindre doute, la moindre réserve sur la valeur des solutions ou la splendeur des résultats dans la *République des Soviets*, bon nombre de syndicalistes convaincus, connus ou obscurs, quittaient la Confédération ou affirmaient leur désir de la quitter le plus vite possible.

La Conférence Force Ouvrière

Les chefs de la minorité, les dirigeants de *Force Ouvrière* convoquèrent, le 18 décembre 1947, une *Conférence nationale des Amis de Force Ouvrière*, pour faire le point, mesurer leurs forces et décider de la tactique à suivre. Ils purent se rendre compte de l'ampleur et de la violence des critiques apportées contre les communistes, sympathisants et cryptos de toutes natures, de la rancœur justifiée des éléments syndicalistes de la base.

A la presque unanimité, les membres de la Conférence prirent acte de l'intolérance qui régnait dans les syndicats, de la subordination de la Centrale aux directives d'un parti, de l'impossibilité de travailler avec les représentants d'un parti qui ne respectaient pas les engagements pris et de la nécessité de quitter une organisation dans laquelle ils ne trouvaient ni liberté, ni équité, ni camaraderie. Dès le 19 décembre, Jouhaux, Botherau, Bouzanquet, Delamarre et Neumeyer allèrent remettre leur démission à Frachon. Il est à noter que Saillant, considéré comme partisan de l'autonomie syndicale, mais en fait tout acquis au communisme, ne les suivra pas. C'était la troisième scission, provoquée comme les deux précédentes par l'intrusion de la politique dans les syndicats.

Mais, cette fois, c'étaient les syndicalistes purs qui quittaient la C.G.T., abandonnant locaux, matériels, installations, bibliothèques, archives, encaisse, pour repartir à zéro et constituer une centrale libre dans laquelle la personnalité des hommes et les intérêts des travailleurs ne seraient pas systématiquement sacrifiés aux objectifs impératifs et changeants de la politique de l'U.R.S.S.

En avril 1948, se tint à Paris le Congrès constitutif de la nouvelle Centrale --- *portion de phrase illisible sur le document consulté* --- Frachon proclamant au lendemain de la scission: «*la C.G.T. continue*», Botherau pouvait répondre avec infiniment de raison: «*Nous continuerons la C.G.T.*», signifiant par là notre fidélité au vieux principe d'autonomie syndicale et d'action directe.

Nous n'avons pas à retracer ici les conditions difficiles dans lesquelles dut s'organiser cette nouvelle centrale. Privée des moyens matériels les plus modestes, elle dut improviser dans bien des cas, recourir à des solutions d'urgence, à des moyens de fortune, poursuivie d'ailleurs par les railleries, la rancune et les insultes de ses adversaires qui appliquaient aux partants les vieilles étiquettes de «*diviseurs*», «*social-traitres*», «*valet du capitalisme*», et autres menues gentilleses. Tantôt on affectait de les considérer comme un petit groupe d'importance insignifiante dont le départ ne saurait compromettre en rien le prestige et la force de la C.G.T., seule représentante valable des intérêts ouvriers, tantôt au contraire on reprochait à ces «*diviseurs de la classe ouvrière*» la perte de puissance du mouvement prolétarien.

En fait, les premiers mois et mêmes les premières années de la nouvelle Confédération furent difficiles:

quasi-impossibilité de trouver un local, embarras financiers et surtout difficulté de mettre en place une organisation solide, des syndicats, des unions, des fédérations avec leurs cadres et leurs instruments de travail. Certes, les concours ne manquèrent pas. Des syndicalistes convaincus, vieux ou jeunes, militants déjà éprouvés et habitués aux responsabilités, ou simples adhérents de la base, demeurés longtemps passifs mirent au service de la C.G.T.-F.O. leur temps, leur puissance de travail, leur enthousiasme et leur dévouement. Ils reçurent d'ailleurs et ils en conservent gratitude et fierté, l'aide matérielle et morale de nombreuses organisations syndicales étrangères engagées dans le même combat. On n'enregistrera certes pas que des succès, il advint que des syndicats ou des unions à peine créés disparurent faute de cadres expérimentés ou en présence de campagnes systématiques de dénigrement, mais les années ont passé, il est maintenant possible de faire le point et d'affirmer sans bravade ou jactance inutiles que la C.G.T.F.O. est une des organisations représentatives des salariés, qu'elle a dans la vie de la Nation une place et un rôle dont elle n'a pas à rougir, qu'elle s'est révélée et s'affirme comme un bon défenseur des intérêts du monde du travail.

Georges VIDALENC.
